



INSTRUCTION

N° 01-006-B3 du 23 janvier 2001

NOR : BUD R 01 00006 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE - COTISATIONS ASSURANCE MALADIE.

ANALYSE

Règles d'exonération applicables aux pensionnés titulaires d'une pension servie en vertu des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite - Plafond de sécurité sociale.

Date d'application : 01/01/2001

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE ;
REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ; EXONÉRATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 91-118 B3 du 15 octobre 1991 - Instruction n° 96-056 B3 du 4 juin 1996
Instruction n° 97-017-B3 du 6 février 1997 - Instruction n° 98-058-B3 du 9 avril 1998
Instruction n° 00-051-B3 du 20 juin 2000

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE											

DIFFUSION

CS 3

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5C

SOMMAIRE

1. EXONÉRATION DES COTISATIONS DE CRDS	3
2. PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	4

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Article 89 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 portant loi de finances pour 2001	5
ANNEXE N° 2 : Décret n° 2000-1284 du 26 décembre 2000 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2001	6

L'article 89 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 (*annexe 1*) portant loi de finances pour 2001 modifie le champ d'assujettissement et d'exonération de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (C.R.D.S).

Le décret n° 2000-1284 du 26 décembre 2000 (*annexe 2*) fixe le plafond de sécurité sociale applicable pour l'année 2001.

La présente instruction informe les comptables de ces nouvelles dispositions.

1. EXONÉRATION DES COTISATIONS DE CRDS

Les conditions d'assujettissement et d'exonération de la C.R.D.S concernant les revenus d'activité ou de remplacement sont désormais alignées sur celles régissant la contribution sociale généralisée (C.S.G).

Ainsi, se trouvent exonérées de C.R.D.S, les pensions de retraite et d'invalidité dont les titulaires sont non imposables à l'impôt sur le revenu à l'exception de ceux dont le revenu fiscal de référence est supérieur au seuil d'allègement de la taxe d'habitation.

Le tableau suivant récapitule en fonction de ces nouvelles dispositions, la situation des pensionnés au regard de la C.R.D.S et de la C.S.G.

Situation du contribuable	C.S.G due	C.R.D.S due
Revenu de référence 1999 n'excédant pas le seuil d'allègement de la taxe d'habitation	Exonération	Exonération
Revenu de référence 1999 supérieur au seuil d'allègement de la taxe d'habitation et cotisation d'impôt due en 2000 au titre des revenus de 1999, nulle ou inférieure à 400F ¹	Taux réduit 3,80 %	0,50 %
Revenu de référence 1999 supérieur au seuil d'allègement de la taxe d'habitation et cotisation d'impôt due en 2000 au titre des revenus de 1999, au moins égale à 400 F ¹ .	Taux normal 6,20 %	0,50 %

Par ailleurs, sont toujours exonérés de C.R.D.S, les titulaires de minima non contributifs, de pensions servies en vertu du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et de pensions temporaires d'orphelin (cf. instruction n° 96-056 B3 du 4 juin 1996, paragraphe 1-1 et 1-2).

Ces dispositions sont applicables au 1^{er} janvier 2001.

¹ A compter de l'imposition des revenus de 2000, le montant est fixé à 200 F (article 1657-1 bis du code général des impôts).

2. PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

A compter du 1^{er} janvier 2001, les cotisations d'assurance maladie sont dues dans la limite d'un plafond mensuel fixé à 14 950 F.

Les comptables voudront bien rendre compte, sous le présent timbre, des difficultés éventuelles résultant de l'application de ces dispositions.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE

ANNEXE N° 1 : Article 89 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 portant loi de finances pour 2001

I - L'article 14 de l'ordonnance no 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa du I est ainsi rédigé :

« Cette contribution est assise sur les revenus visés et dans les conditions prévues aux articles L. 136-2 à L. 136-4 et au III de l'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale. » ;

2° Le dernier alinéa du I et les 1o à 6o du II sont abrogés ;

3° Dans la première phrase du premier alinéa du III, la référence : « 6o » est supprimée.

II. - Les dispositions du I sont applicables aux pensions ou allocations versées à compter du 1er janvier 2001.

ANNEXE N° 2 : Décret n° 2000-1284 du 26 décembre 2000 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2001

NOR : MESS0023843D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'emploi et de la solidarité, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code de la sécurité sociale, son livre II, et notamment les articles L. 241-1 et L. 241-3 ;

Vu le livre VII du code rural ;

Vu le décret no 50-444 du 20 avril 1950 modifié relatif au financement des assurances sociales agricoles, notamment les articles 2 et 5 ;

Vu le décret no 54-1229 du 6 décembre 1954 modifié relatif au fonctionnement et au financement du régime des assurances sociales agricoles applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, notamment les articles 5 et 6 ;

Vu le décret no 73-523 du 8 juin 1973 modifié fixant les modalités de calcul des cotisations du régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

Vu le décret no 73-802 du 9 août 1973 relatif au recouvrement des cotisations de l'assurance des travailleurs salariés de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

Vu le décret no 76-1282 du 29 décembre 1976 modifié relatif au recouvrement par les caisses de mutualité sociale agricole des cotisations assises sur les salaires ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 19 décembre 2000 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 19 décembre 2000 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 11 décembre 2000 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du 8 décembre 2000 ;

Vu la saisine de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles invoquant l'urgence en date du 13 décembre 2000 ;

Vu l'avis du comité interministériel de coordination en date du 4 décembre 2000 ;

Vu l'avis des organisations signataires de la convention collective du 14 mars 1947 en date du 4 décembre 2000,

Décète :

Art. 1er. - Les cotisations dues dans la limite du plafond de la sécurité sociale sont, sous réserve de l'application des dispositions du 1o de l'article R. 243-6 du code de la sécurité sociale, du dernier alinéa de l'article 1er du décret du 29 décembre 1976 susvisé et de la régularisation annuelle, calculées lors de chaque échéance de paie jusqu'à concurrence des sommes suivantes :

44 850 F si les rémunérations ou gains sont versés par trimestre ;

14 950 F si les rémunérations ou gains sont versés par mois ;

7 475 F si les rémunérations ou gains sont versés par quinzaine ;

3 450 F si les rémunérations ou gains sont versés par semaine ;

690 F si les rémunérations ou gains sont versés par jour ;

88 F si les rémunérations ou gains sont versés par heure pour une durée de travail inférieure à cinq heures,

pour les rémunérations ou gains versés du 1er janvier au 31 décembre 2001.

Art. 2. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'agriculture et de la pêche, la secrétaire d'Etat à la santé et aux handicapés et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 2000.

Lionel Jospin

Par le Premier ministre :

La ministre de l'emploi et de la solidarité,
Elisabeth Guigou

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Laurent Fabius

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Jean Glavany

La secrétaire d'Etat à la santé
et aux handicapés,
Dominique Gillot

La secrétaire d'Etat au budget,
Florence Parly